



## ALLEMAGNE LAITIERE : LA RECREATION EST TERMINEE

### EDITION 2010 DU MILCHFORUM

BERLIN, 18-19 MARS 2010

Deuxième grand rendez-vous laitier traditionnel allemand de l'année, après le MilchMontag de la Grüne Woche en janvier, cette manifestation, berlinoise depuis le départ, fut durant 15 ans organisée et gérée par l'ex-ZMP. L'an dernier elle fut, en septembre, intégrée au World Dairy Summit de FIL-IDF.

C'est la première édition d'une manifestation à présent conjointement organisée par le MIV-ZMB (Transformateurs), le DBV (Producteurs), le DRV (Coopératives) et le DLG (Organisme de -plus ou moins- jeunes « hors syndicalisme ») qui vient d'avoir lieu à Berlin et y a rassemblé plus de 350 participants. La prochaine s'y déroulera les 17-18 mars 2011. Il y a quelques années, la manifestation ZMP avait bénéficié, à deux reprises, d'une interprétation simultanée en anglais. Ce n'est plus le cas et toute la manifestation, présentations et débats, se déroule donc en allemand.

Impression d'ensemble : l'Allemagne laitière s'est retrouvée un avenir. Sous-titre : la récréation est terminée.

La première demi-journée fut consacrée à des présentations, chacune par un Représentant de haut niveau des six partis politiques allemands représentés au Parlement (Peter Bleser pour la CDU-CSU / Christel Happach-Kasan pour le FDP - partenaire de la CDU-CSU dans l'actuel Gouvernement- / Friedrich Ostendorff pour Die Grünen -Les Verts- / Wilhelm Prismeier pour le SPD / Kirsten Tackmann pour Die Linke -La Gauche- créée par des dissidents de l'aile gauche du SPD), présentations suivies d'un long débat -animé par le Professeur Hannes Weindlmaier de l'Université de München- avec la salle archi comble, débat lui-même suivi d'une intervention -toute en volontarisme- du Secrétaire d'Etat fédéral à l'agriculture & l'alimentation, Gerd Muller. La seconde journée, d'une facture plus traditionnelle, a permis à un certain nombre d'experts ou d'acteurs du secteur de faire des présentations, après celle d'Udo Folgart (Vice-Président du DBV), par ailleurs modérateur de la matinée, sur des thèmes tels que : Politique européenne et « soft landing laitier » (Martin van Driel, Commission UE) / Le commerce est-il responsable des prix à la production médiocre ? (Manfred Heimes, Baacker & Heimes Affineur-Grossiste), La situation de marché (Monika Wolfarth, ZMB-MIV), Que faire en tant que producteur face à la volatilité ? (Jan Gumpert Producteur d'une gigantesque exploitation multi-produits dans l'ex-RDA), Quelle étable demain ? (Heinz Bernhardt, Université de München), La production laitière et le débat climatique (Marcin Preidl FIL-Allemagne), Existera-t-il une vie après les quotas ? (Hans Holtorf, PDG de Frishli, Vice-Président du MIV).

### **Principaux points à retenir de cette manifestation :**

- présentations des six partis politiques et débat avec la salle : les Allemagnes laitière et politique sont à présent d'accord pour considérer qu'après les turbulences d'il y a deux ans sur le terrain (BDM, EMB, grèves du lait rapidement stoppées suite à une décision de justice, ...) on a sifflé, au début de l'automne dernier, la « fin de la partie », évolution cimentée par l'annonce, à la veille de Noël, concertée avec les organisations professionnelles, d'un plan de subventionnement de 750 m€ sur deux ans visant à aider la production laitière allemande à se restructurer pour l'après-quotas. Tous les partis et la quasi-totalité des intervenants au débat, dont des représentants du syndicalisme dit minoritaire, ont souligné qu'il était temps de mettre fin à cette « tranche stérile du passé » qui a failli obérer l'avenir de la Laiterie Allemagne, la première d'Europe a-t-il été souligné à maintes reprises, alors qu'elle dispose, comme le montrent les développements récents et actuels, de ce qu'il faut pour se développer encore, par reconquête du marché allemand mais surtout par conquête de parts de marché dans l'UE et plus encore, hors UE. En matière de promotion plus ou moins collective, la priorité est clairement donnée à la promotion extérieure pour les années à venir, en Asie en particulier. Mais aussi dans certaines zones d'Afrique. Personne n'oppose plus en Allemagne,

contrairement à ce qui était le cas -en particulier chez Les Verts- petites exploitations laitières réputées familiales et grandes exploitations réputées industrielles : dans les deux catégories, il y en a qui sont durables, et d'autres pas. Le seul vrai critère est leur capacité à dégager de la marge, dans un environnement où prix du lait d'une part, prix des intrants d'autre part, sont et resteront volatiles. Seuls les producteurs-entrepreneurs sauront faire face et se développer durant les années à venir. « On sait qu'il y aura de la casse et on essaiera de l'accompagner du mieux qu'on peut, car on ne peut laisser la Laiterie Allemagne sombrer en tant que telle » a conclu un représentant des producteurs ... Les partis politiques estiment tous que l'Allemagne se battra afin qu'il subsiste « un budget agricole européen conséquent » dans l'après 2013 ... bien que plusieurs s'attendent ouvertement à ce que l'on ne puisse pas conserver le niveau actuel. Il y a unanimité pour que l'intervention conserve uniquement un rôle de filet de sécurité en cas de crise grave se traduisant par des pics de volatilité (le soutien actuel qu'elle assure à hauteur d'environ 210€ par tonne de lait est jugé correct à cet effet) et ne redevienne en aucun cas un instrument de gestion du marché. Plusieurs orateurs et intervenants au débat du 1er jour ont fait allusion à la France laitière, essentiellement pour s'étonner de ce que, vu par-dessus le Rhin, « elle ne semble plus croire à son avenir ». Et de se réjouir de la place que cela laisse déjà et laissera au développement laitier de l'Allemagne. Plus spécifiquement, il a été dit que lorsque des producteurs français disent à certains de leurs collègues allemands qu'ils ne comprennent ni comment ni pourquoi, au niveau de prix où ils sont rémunérés, ils développent leur production, les Allemands prennent cela, venant de France, l'autre grand pays laitier de l'UE, comme un compliment plutôt que comme un reproche.

- Intervention de Gerd Muller, Secrétaire d'Etat fédéral à l'agriculture et à l'alimentation : il a, tout au long de son intervention, martelé que puisque la filière laitière allemande fait le pari de l'exportation « dans un monde où bientôt deux pays -dont aucun n'est en Europe- pèseront la moitié de la population du monde, ladite filière qui, elle pèse un nombre considérable d'emplois stables en Allemagne » peut compter sur le soutien des pouvoirs publics fédéraux. Il faut encore faire des efforts afin que l'importance de ladite filière soit prise en compte par la société civile ... « et que cela se voit au niveau des prix payés à la production », car on est loin de la durabilité lorsque ces prix sont de l'ordre de ce qu'ils étaient il y a quarante ans, alors que les coûts n'ont plus rien de commun avec ce qu'ils étaient à l'époque ... Pour ce qui est de la volatilité, la problématique des contrats producteurs-transformateurs est à présent examinée conjointement par les Autorités fédérales et le DBV : Gerd Muller a soulevé une marée d'applaudissements en rappelant que le Bundestag (Chambre des Députés) actuel compte « cinq agriculteurs encore

vivants et qu'il n'est pas question de les laisser tomber » ! Il n'est pas question de revenir, d'une façon ou d'une autre, sur la disparition totale et définitive des quotas à la date prévue. Ce qui ne veut en aucun cas dire que dérégulation soit l'équivalent de libéralisme. Comme le montre déjà les chiffres ces temps-ci (l'Allemagne a, entre 2000 et 2009 augmenté ses exportations de fromages de 72% et de 23% pour les « yaourts »), l'export joue et jouera un rôle de plus en plus important pour la filière laitière allemande. Il a appelé les professionnels « actuellement trop timides » à rejoindre les Pouvoirs Publics dans le financement de la promotion, extérieure en particulier. Sachant que ces derniers ont déjà clairement indiqué à Bruxelles que l'Allemagne, « contrainte par la déstructuration de ses organismes compétents, a certes laissé passer son tour en matière de demandes de cofinancements UE », mais va faire ce qu'il faut pour que revienne à présent ce qui doit revenir au premier secteur laitier de l'UE ...

- Intervention d'Udo Folgart : la situation de marché n'ayant pas permis aux laiteries, durant un temps, qu'elles paient aux producteurs un prix couvrant les coûts de production de ces derniers, on ne peut que saluer la rapidité et la détermination des pouvoirs publics durant le second semestre 2009, avec à la clef les 750m€ de Noël. Il a enjoint tous ceux qui prennent la parole sur des sujets laitiers de proscrire progressivement -et le plus tôt sera le mieux- le mot « quota » de leur vocabulaire, car le simple fait de l'utiliser -plutôt que recherche de l'équilibre offre-demande- continue de renvoyer à « un monde qui a disparu et qui ne reviendra pas, et cela permet malheureusement encore à une minorité de fantasmer de façon stérile ». « La priorité est d'insuffler un supplément de confiance dans la relation producteurs-transformateurs » a-t-il conclu.
- Pour Martin van Driel -cinq ans d'expérience laitière et ex-du Cabinet de la Commissaire Fischer Boel -aujourd'hui homme-clef, côté Commission, du HLG (Groupe à Haut Niveau)- il est inconcevable que le concept de soft-landing fasse imaginer à certains que rien n'a commencé de changer, ou que rien ne changera d'ici 2015. Tout a commencé de changer, et « on ne peut que féliciter les laitiers d'Allemagne, du Danemark et des Pays-Bas de montrer dès à présent que la Laiterie Europe a un avenir ». Pour la Commission, d'ici 2015 il faut que la valeur des quotas soit descendue à 0 et que lesdits quotas n'interviennent plus d'aucune façon dans les décisions prises par les producteurs-entrepreneurs. En Allemagne, elle était de 60 cents en 2005, de 39 cents fin 2008, de 18 cents début 2010. Même évolution au Danemark avec 60 cents, 21 cents, 19 cents. La Commission est néanmoins « intriguée » par les Pays-Bas où les chiffres correspondants sont 2€, 75 cents, 96 cents ... « La France constitue un problème car elle limite elle-même sa production et devrait peser plus de 20%

des 10 millions de tonnes de sous-réalisations que l'on attend au niveau de l'UE pour la campagne 2009-2010. La France a donc manifestement décidé de ne pas organiser de soft-landing pour ses producteurs laitiers». Fin 2010, la Commission fera, comme prévu, son rapport sur les marchés, publication dont il est prévu qu'elle soit précédée de celles des conclusions et/ou recommandations du HLG. Si ces dernières voient le jour et sont opérationnelles, elles pourraient influencer le débat ouvert sur l'après-2013. A priori, la Commission ne peut qu'augmenter encore les quotas et/ou diminuer le superprélèvement, et il est étonnant que dans quelques Etats-membres certains pensent qu'il pourrait en aller différemment... Sur l'intervention (qui correspond à un prix à la production d'environ 21c par litre contre 28c en 2000), plus question de revenir à de la gestion de marché : elle ne fait qu'indiquer le prix plancher au-dessous duquel on estime ne pas pouvoir descendre durablement dans l'UE sans y mettre en péril la production laitière. Ceci étant, lorsque ce filet de sécurité a été mis en place en 2003, il ne le fut pas sur la base des coûts de production de ... maintenant ! Pour ce qui est des aides directes, il faut se garder de penser qu'elles ont pour vocation de contribuer durablement à la couverture des coûts... Comme dit par un participant « c'est une passoire qui en retient certains et laisse passer les autres ». Martin van Driel a rappelé que le nombre de producteurs de lait diminue dans tous les pays industrialisés du monde et que les quotas n'y ont rien changé dans l'UE et au Canada. Pour l'après-2013, même si certains ténors politiques dans quelques Etats-membres se croient autorisés à donner des chiffres, personne, pas plus à Bruxelles que dans les capitales, ne peut s'engager sur les sommes qui seront affectées aux deux piliers du financement de la PAC. Dans ses réponses aux questions de la salle, Martin van Driel a expliqué « qu'il ne faut rien attendre de révolutionnaire du HLG qui aura été une construction politique voulue par certains ». En conclusion, il a souligné qu'il est regrettable que certains, pour des préoccupations de politique intérieure, fassent l'amalgame entre dérégulation et libéralisation : la restructuration va se poursuivre tant au niveau de la production que de la transformation, au rythme de la prise en compte inéluctable des marchés.

- Pour l'affineur-grossiste Manfred Heimes, la difficulté vient des surcapacités, en particulier au niveau des transformateurs. Même s'il ne restait plus que deux laiteries face à la distribution allemande, mais que celles-ci aient à gérer une surcapacité industrielle, la situation continuera de ressembler à ce qu'elle est actuellement. Et le facteur aggravant est qu'à l'exception de quelques belles niches -tant pour les PGC que pour certains produits B2B-, l'offre de la plupart des familles de produits laitiers est largement indifférenciée. D'autre part, les marques qui ne véhiculent pas de différenciation produit, et n'existent que par leurs budgets publicitaires, sont des marques du passé, et en aucun cas des marques d'avenir. On voit déjà ce qui arrive, et de plus en plus rapidement, à

certaines d'entre elles qui sont contraintes de lever le pied en matière de budgets publicitaires ... Le marché européen des produits alimentaires, avec ses spécificités davantage définies à l'échelle des régions que des Etats-membres, évolue et continuera d'évoluer : il n'est pas possible de faire vivre des structures qui n'en tiendraient pas compte. Les détenteurs des très grandes marques en savent quelque chose au niveau de l'évolution de leur attitude et comportement à l'égard des MDD.

- Monika Wohlfarth, pour ZMB-MIV, a fait une sobre présentation de la situation des marchés. Il a été rappelé que les prix internationaux sont moins volatiles quand ils sont exprimés en € plutôt qu'en US\$, ce que l'on fait peu ... Pour ce qui est de la consommation allemande de produits laitiers, les évolutions 2009/2008 sont : laits de consommation -1,7% ; beurre +2,3% ; quark -0,5% ; yaourts -3,6% ; fromages +0,3%. Pour les deux premiers mois de 2010 par rapport à ceux de 2009, les chiffres sont de -3,9% pour les laits ; -5,3% pour le beurre ; -4,8% pour le quark ; -1,8% pour les yaourts ; -3,9% pour les fromages : il a fait bien plus froid début 2010 que début 2009 ! Au niveau international, USA et UE cumulent actuellement 3,5 mt de produits de stocks d'intervention, tandis que la Nouvelle-Zélande qui n'en constitue pas a trouvé, souvent à des prix dégradés, des débouchés pour ses produits. En conclusion, Monika Wohlfarth a souligné que dans l'UE l'étiage des prix à la production « est derrière nous », que les stocks privés des entreprises sont plutôt bas et que dans certaines régions du monde la demande est repartie à la hausse. Au chapitre des risques elle en voit essentiellement deux : une reprise trop prononcée de la production d'une part, une fermeture plus ou moins prononcée du très important marché russe d'autre part.
- Pour Hans Holtorf, le Vice-Président du MIV « la vie sans quotas est évidemment possible puisque nous avions une production laitière en Allemagne et en Europe avant le 1<sup>er</sup> avril 1984 ! ». En son temps, l'Allemagne qui militait pour les quotas contre la quasi-totalité des Etats-membres laitiers de l'UE d'alors, avait clairement indiqué qu'il s'agissait d'un pis-aller à décider dans l'urgence : l'instauration des quotas constituait alors une moins mauvaise solution qu'une baisse instantanée du prix du lait de l'ordre de 30%, la seule autre alternative qui était alors sur la table. Entre temps le monde a évolué, l'Europe aussi : et dans ce contexte, les quotas qui n'ont pas démerités ont plus d'inconvénients que d'avantages. On peut regretter que tant de temps et d'énergie aient été perdus ces dernières années avant que cette constatation s'impose à tous, « sauf à ceux qui ne sont pas en phase avec le monde ». En outre, depuis 25 ans, quotas et gestion européenne du marché laitier allaient de pair : or il n'y a -presque- plus de gestion européenne des marchés laitiers, sauf en cas de crise aiguë, et encore, on n'en connaît pas la pérennité. Le fait que

globalement l'UE ne produise plus son quota est un puissant facteur de soft-landing : certains l'ont manifestement compris, d'autres moins ... Pour le reste, « quantités et prix seront régulés par la main invisible du marché dans un monde où producteurs et transformateurs restructurés géreront une relation plus confiante ». Pour Hans Holtorf cela continuera de passer par des types de contrats forts différents les uns des autres et, en tout état de cause, il n'est pas question d'imposer un type unique de contrat en Allemagne. L'équilibre du marché et ses évolutions ne passeront pas par des « quotas de -ou par-laiteries », mais par l'interface offre-demande qui fera évoluer les prix. Le droit de la concurrence, européen et allemand, ne sera pas sensiblement modifié pour prendre en compte « une spécificité laitière » : c'est aux acteurs du secteur laitier de s'organiser. Répondant à une question portant sur le fait de savoir pourquoi ce n'est que pour le lait matière première, contrairement à toutes les autres productions industrielles, voire agricoles, que le prix à la production n'est, en fait, fixé qu'après que les produits aient été vendus sur les marchés, il a précisé « c'est la faute aux coopératives » (NDLR : qui collectent plus de 70% du lait en Allemagne). Conclusion : « 2015 c'est aujourd'hui, et il est urgent de le réaliser. Il ne se passera rien de vraiment neuf d'ici 2015 : on y sera sans s'être rendu compte qu'on y était ».

*Philippe Jachnik & Benoît Rouyer / 22.03.2010*

